

**RAPPORT N° 2023/6-20
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

OBJET :

PROCÉDURE DE RÉSILIATION POUR FAUTE DU MARCHES DE TRANSPORTS SCOLAIRES DES ELEVES DU LOT M DE SAINTE-MARIE AVEC LA SOCIETE CITEVA.

Dans le cadre de la compétence de la CINOR pour l'organisation et la gestion des transports scolaires, la CINOR dans la perspective de garantir la continuité du service public à l'échéance de la rentrée d'août 2023 des marchés nouveaux de transport scolaire sur la commune de Sainte-Marie ont été conclus en juillet 2023 en 9 lots (lots M, N, O, P, Q, R, S, Y et Z).

Pour le lot M, conformément à la décision d'attribution de la Commission d'appel d'Offre et par décision du Bureau Communautaire du jeudi 06 juillet 2023, le marché a été passé avec la société CITEVA de la manière suivante :

- **LOT M :** Secteurs de Ressource Barau, Beaufond, Ravine des Chèvres, Les Cafés, La Convenance, Les Jacques, Centre-Ville, Le Verger, La Mare, Coco Robert._Le transport effectué au moyen de 8 véhicules de 54 places minimum et 61 places maximum, a été attribué pour un montant de 2 093 919,79€ H.T sur les 6 années scolaires à compter de la rentrée d'Aout 2023

Le marché a été notifié à la société Citeva le 26 juillet 2023 et en découle une période de préparation à l'exécution du marché de 1 mois. Ce délai est nécessaire pour enclencher la procédure de reprise du personnel et préparer les moyens matériels nécessaires pour assurer les services de transport scolaire.

Par courrier en date du 16 aout 2023, la CINOR a donc informé la société Citeva du démarrage effectif du marché à compter du lundi 04 septembre. Toutefois, le vendredi 1^{er} septembre, la société nous a fait part de son incapacité à démarrer le marché à la date prévue. En courrier daté du 11 septembre, la CINOR a adressé une mise en demeure à la société Citeva et a accordé un délai de 10 jours pour présenter à la CINOR les observations concernant le non-respect de l'ordre de service et de confirmer le début des prestations du lot à compter du jeudi 21 septembre 2023.

En parallèle, la CINOR a été dans l'obligation d'activer la tranche n°2 de l'avenant de prolongation du lot M jusqu'au 20 septembre inclus. Cependant cet avenant a également été arrêté le 19 septembre du fait de l'incapacité de la société l'Oiseau Bleu (le titulaire sortant) à assurer les services en raison d'un manque de moyen matériel. La CINOR a donc procédé à une consultation sur devis afin de retenir un prestataire pouvant assurer les services du lot M jusqu'aux vacances d'octobre.

Par courriel en date du mardi 19 septembre 2023 (voir en pièce jointe), la société nous a informé faire face à des problèmes juridiques indépendants de sa volonté. Une nouvelle Responsable de la société a été nommée pour en reprendre la gestion. A ce titre, la société a sollicité la CINOR afin d'accorder un délai supplémentaire et d'assurer l'exécution des services à compter du lundi 30 octobre 2023.

Force est de constater que la société CITEVA n'a donc pas déféré à la mise en demeure adressée par la CINOR, une procédure de résiliation aux torts exclusifs du titulaire du lot M est donc proposée au Bureau Communautaire, sachant qu'en cas de résiliation, le titulaire recevra la notification de cette décision ainsi que la date de prise d'effet (jusqu'à cette date, la CINOR a fait exécuter les services par une société de transport suite à un appel à une consultation sur devis).

Compte-tenu des délais réglementaires nécessaires pour une nouvelle procédure d'Appels d'Offres en vue d'attribuer un nouveau marché pour la période de la rentrée du lundi 22 janvier 2024 jusqu'à la fin de l'année scolaire 2028-2029, un marché à procédure adaptée sera lancé pour assurer le transport scolaire d'octobre à décembre 2023.

Il est proposé de fixer la date d'effet de résiliation du lot M à la date de notification de cette décision à CITEVA.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Autoriser la Président à résilier à résilier pour faute du titulaire, **avec exécution de la prestation à ses frais et risques**, le LOT M du marché de transport scolaire des élèves de Sainte-Marie attribué à la société Citeva. La résiliation du lot M prendra effet à la date de notification de cette décision à CITEVA.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

**DECISION N° 2023/6-20
du Bureau de la Communauté
en séance du 02 novembre 2023**

**PROCÉDURE DE RÉSILIATION POUR FAUTE DU MARCHES DE TRANSPORTS SCOLAIRES DES ELEVES DU
LOT M DE SAINTE-MARIE AVEC LA SOCIETE CITEVA.**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-20 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

- D'autoriser le Président à résilier pour faute du titulaire le marché de transport des élèves du lot M de Sainte-Marie attribué à la société Citeva. La date d'effet de résiliation du lot concerné est au 21 septembre 2023 conformément au courrier de mise en demeure adressé au titulaire.

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**